

Il serait utile de régulariser les travailleurs immigrés peu qualifiés

di Pierre-Cyrille Hautcœur

Les récents propos de François Ruffin, qui s'est déclaré, fin avril, « *hostile à l'immigration pour le travail* », provoquent des débats justifiés sur un terrain trop souvent réservé à l'idéologie. Choisir des politiques appropriées demande, de fait, de prendre en compte un grand nombre d'effets indirects, et de penser à long terme. Quoi de mieux que d'observer le cas de la restriction de l'immigration la plus importante de l'histoire : celle des Etats-Unis dans les années 1920 ? Après des afflux importants d'immigrés à partir des années 1880, le pays a établi des barrières à l'encontre des Asiatiques, juste avant la première guerre mondiale, et en 1920, a imposé des quotas sévères aux Européens.

Une étude américaine d'octobre 2025, « *Immigration Restrictions and Natives' Intergenerational Mobility : Evidence from the 1920s US Quotas* » (« restrictions en matière d'immigration et mobilité intergénérationnelle des autochtones : les enseignements tirés des quotas des années 1920 »), apporte une analyse quantitative détaillée de cet épisode. James Feigenbaum, Yi-Ju Hung, Marco Tabellini et Monia Tomasella y exploitent la numérisation complète des recensements états-uniens. Ils analysent l'incidence à long terme de ces quotas sur le devenir des différentes catégories sociales et professions. Grâce à ces données, ils peuvent distinguer les zones géographiques directement affectées par l'immigration et éviter de confondre l'effet des quotas avec d'autres évolutions. Ils montrent ainsi que l'impact varie considérablement selon les groupes sociaux et professionnels.

Globalement, les Noirs pauvres, qui sont les plus directement concurrencés par les immigrés peu qualifiés, ne bénéficient pas significativement de la baisse de cette concurrence. En ce qui concerne les autres catégories sociales, elles voient leur

situation se détériorer : une partie se retrouve à remplir des emplois peu qualifiés qui étaient occupés par les migrants, alors qu'auparavant elles bénéficiaient d'une complémentarité de leurs qualifications avec cette population récemment arrivée. C'est particulièrement observable pour tous ceux qui n'ont pas pu ou voulu se déplacer vers les régions les plus dynamiques : leurs salaires en 1940 ont pris un retard important par rapport aux plus mobiles.

Faciliter la mobilité sociale

Cette complémentarité entre immigrants et natifs peut se comprendre de la manière suivante : il est d'autant plus intéressant de se spécialiser dans des tâches plus complexes, dès lors qu'il y a des gens – par exemple ceux qui ne parlent pas anglais – qui ne peuvent pas y prétendre, mais qui peuvent occuper des tâches plus simples. L'immigration renforce l'incitation à la formation, et, a contrario, l'arrêt de l'immigration réduit cette incitation.

Les auteurs montrent ainsi que les travailleurs natifs des régions les plus affectées par les quotas se forment plutôt moins après les années 1920. Et cela explique près de la moitié de la réduction de leurs perspectives de carrière et de salaire. Pourtant, parmi les natifs, tous ne sont pas logés à la même enseigne : les personnes issues des catégories sociales supérieures échappent à cette détérioration : plus mobiles, mieux protégées par des réseaux de sociabilité permettant des reconversions, elles augmentent leur avantage par rapport aux classes moyennes.

Ce cas doit nous faire réfléchir sur les mécanismes qui rendent l'immigration profitable pour les Français d'aujourd'hui : il n'est pas nécessaire de faire venir des gens plus qualifiés, mais plutôt ceux qui sont indispensables pour accomplir les tâches qui demandent beaucoup de travail, par exemple dans le soin et la santé. Cela serait même utile de les intégrer pleinement au marché du travail en les régularisant, comme en Espagne. En même temps, il faut encourager l'investissement, la recherche et la formation pour créer de nouveaux emplois qualifiés et faciliter la mobilité sociale et professionnelle. C'est l'absence de telles perspectives qui crée la frustration des catégories sociales qui se croient menacées par l'immigration. Et le repli sur soi n'améliorera pas leur situation.

Pierre-Cyrille Hautcœur est directeur d'études à l'EHESS

(Ecole d'économie de Paris)